

EXTRAIT

N° 2023 - 013

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice **67**

Présents **45**

Votants **55**

Dont 10 procurations

OBJET :

ACTION SOCIALE :

**CONVENTIONS
AVEC
LES CENTRES
SOCIAUX DANS LE
CADRE DU BONUS
TERRITOIRE**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : **01/02/2023**

Publié ou notifié
le : **01/02/2023**

L'an deux mille vingt deux le : **Jeudi 19 Décembre à 18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session **ordinaire** à la Salle Polyvalente de Moulin-Engilbert, sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 12 Janvier 2023

Etaient présents :

- **Achun** : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHATEAU
- **Biches** : Denise PERRET
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX,
Alain REININGER, Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER, Michel MULOT.
- **Charrin** : Serge CAILLOT
Hervé GARCON
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE,
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : /
- **Chouigny** : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Marie-Agnès MICHOT
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Sophie CLERGEOT, Olivier FAURE
Thierry DESCOURS, Floor NUSINK

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S2LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Patrick BERTIN
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE
Alban BEAUZON

- **Ougny** : /
- **Poil** : Christian COURAULT
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : /
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Yves PERRAUDIN
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 2 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 3 – Mme Florence CHANDIOUX à Mme Sophie CLERGEOT
- 4 – Mme Bernadette MADINSKI à M. Christian POUCHELET
- 5 - Mme Nathalie MICHON à M. Georges CHATEAU

ACTION SOCIALE : CONVENTIONS AVEC LES CENTRE

SOCIAUX DANS LE CADRE DU BONUS TERRITOIRE

M. Jean-Christophe SAVE, conseiller communautaire délégué à l'action sociale, rappelle que la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et les centres sociaux sont passés en « BONUS TERRITOIRE-CTG » depuis le 1^{er} janvier 2022.

Dans ce cadre, la CAF versera directement ses subventions aux centres sociaux à partir de 2022. La CAF a revu ses modes de calcul et les a harmonisé pour les 4 centres sociaux en établissant des moyennes. Le reste à charge de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan vient compléter la CAF.

Il n'y aura plus de convention entre la CAF et la CCBLM mais directement avec les centres sociaux.

Pour les années 2022 et 2023, les centres sociaux nous ont présenté leur prévisionnels. Pour 2022, les augmentations de salaires et des charges courantes entraînent une hausse du budget des 4 centres sociaux.

Pour 2022 :

		2022		
		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG	Différence
Luzy	Budget	455 088,00 €	467 915,34 €	12 827,34 €
	Recette familles	172 294,00 €	174 131,58 €	1 837,58 €
	CAF (Bonus territoire)	94 116,00 €	96 617,17 €	2 501,17 €
	Evolutions des tarifs ALSH, option 1, base de tarif médian entre Bazois et Luzy, voté par le conseil communautaire du 22,09,2022			
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	188 678,00 €	197 166,59 €	8 488,59 €
	Reste à charge centre social		- €	
Fours	Budget	175 159,00 €	172 102,76 €	- 3 056,24 €
	Recette familles et autres	50 003,00 €	55 799,43 €	5 796,43 €
	CAF (Bonus territoire)	50 355,22 €	39 489,13 €	- 10 866,09 €
	Evolutions des tarifs ALSH , option 1, base de tarif médian entre Bazois et Luzy, voté par le conseil communautaire du 22,09,2022			
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	74 803,71 €	76 814,20 €	2 010,49 €
	Reste à charge centre social			
Moulins	Budget	374 231,00 €	452 259,76 €	78 028,76 €
	Recette familles et autres	156 862,00 €	196 659,20 €	39 797,20 €
	CAF (Bonus territoire)	86 508,17 €	113 622,10 €	27 113,93 €
	Mairie de Moulins (Bonus territoire CAF)		1 671,10 €	
	Evolutions des tarifs ALSH , option 1, base de tarif médian entre Bazois et Luzy, voté par le conseil communautaire du 22,09,2022			
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	130 860,83 €	140 307,36 €	9 446,53 €
	Reste à charge centre social			

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LOW

		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG	Différence
Bazois	Budget	574 411,00 €	574 411,00 €	€
	Recette familles et autres	263 230,00 €	263 230,00 €	€
	CAF (Bonus territoire)	142 300,40 €	126 876,12 €	- 15 424,28 €
	Evolutions des tarifs ALSH , option 1, base de tarif médian entre Bazois et Luzy, voté par le conseil communautaire du 22,09,2022			
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	125 364,00 €	140 788,88 €	15 424,88 €
	Reste à charge centre social	43 516,60 €	43 516,00 €	
Total reste à charge CCBLM		519 706,54 €	555 077,03 €	35 370,49 €

Le reste à charge supplémentaire serait donc de 35 370.49 € pour 2022.

La commission action sociale propose que ce reste à charge supplémentaire soit pris en charge par le fonds MSA 2020 (45 000 €) que nous avons perçu en 2022.

Pour la CTG 2023, le reste à charge prévisionnel CCBLM est basé sur 2022 dans l'attente du vote du budget :

Centre social	Montant
Luzy	197 166.59 €
Fours	76 814.20 €
Moulins	140 307.36 €
Bazois	140 788.88 €
Total	555 077.03 €

Pour 2023 : A noter que des augmentations nous sont demandées de manière significative notamment par rapport aux coûts de l'énergie, des salaires...etc

Le centre social du Bazois a envoyé un courrier en date du 14.12.2022 à la CCBLM qui explique l'évolution de leur budget prévisionnel 2023 avec l'embauche d'un animateur supplémentaire représentant une charge totale annuelle de 35 000 €. Le centre social propose à la CCBLM de prendre en compte cette évolution budgétaire prévisionnel 2023 avec un animateur supplémentaire afin d'éviter le refus des 14 enfants accueillis actuellement.

La convention avec les centres sociaux prévoira donc :

- Versement des soldes CTG 2022 (20% prévisionnel + 35 370 €) dès réception des bilans financiers des centres sociaux
- Versement par acompte de 80 % du montant 2022 pour l'année 2023
- Versement mensuel des acomptes sur 10 mois

Enfin la commission action sociale prévoit de continuer le travail d'harmonisation avec les centres sociaux notamment l'animation globale.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire valide la signature des conventions avec les Centres sociaux telles qu'annexées.

Voix pour 62, abstentions 2, contre 0

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

**La Secrétaire de Séance,
Elisabeth JOSSE.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 19 Janvier 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**



Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social du Bazois 2022-2023



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 19/01/2023.

D'une part,

Et :

Le Centre social du Bazois, représenté par Monsieur Jean-Paul BERNARD, son Président

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social du Bazois** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le **Centre Social du Bazois** a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la maîtrise d'œuvre des contrats enfance jeunesse depuis leur signature.
- Développement d'une offre de service en direction des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.
- Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).
- Espaces mutualisés de services au public labellisés par les préfets de département, les FS ont vocation à délivrer une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. De l'information transversale

de premier niveau à l'accompagnement de l'utilisateur sur des démarches spécifiques, les FS articulent présence humaine et outils numériques.

Dans la Nièvre, la labellisation des FS fait suite à une longue histoire de développement d'une offre de proximité portée par le Pays Nivernais Morvan, la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre et les Centres sociaux.

Ainsi, dès 1998 sur l'arrondissement de Château-Chinon, à l'initiative de la Fédération des Centres Sociaux, 7 Centres sociaux ont expérimenté des espaces de proximité dénommés « Relais Accueil ». En 2003, le Pays Nivernais Morvan a souhaité prolonger, amplifier et mettre en réseau ces lieux d'accueil. De cette action a résulté une augmentation des partenariats, la rédaction d'une charte de qualité, d'une convention opérationnelle avec chaque partenaire, à la formation des personnels et de manière générale à l'amélioration du service.

Ce travail préparatoire a donné lieu en 2006 à l'élaboration d'une convention locale portant label « Relais de Services Publics », visant à renforcer le rôle d'animateur du Syndicat Mixte du Pays Nivernais Morvan en étroite liaison avec la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

En 2010, la coordination des Relais de Services au Public a été étendue au territoire départemental et assuré par la Fédération des Centres sociaux.

Le Centre Social du Bazoïs a ainsi été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public du Bazoïs a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle a été signée par la CCBLM et la CAF le 17 décembre 2019 et court jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan et le centre social du Bazoïs.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social du Bazoïs** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale et du projet famille.
- De concrétiser le projet social 2019/2023 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2023.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre social du Bazois**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social du Bazois et de ses environs.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de FS. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés de notre territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), la FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes. Il est également doté d'un ordinateur libre accès pour les habitants permettant des échanges directs avec une partie des institutions à distance.

B : Convention Territoriale Globale

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé avec la Caisse d'Allocations Familiales la Convention Territoriale Globale 2019-2023. Les 7 axes de la CTG sont les suivants :

- Améliorer la gouvernance de l'organisation et de l'intervention des structures d'animation de la vie sociale sur le territoire
- Assurer une couverture optimisée des besoins en matière d'accueil du jeune enfant (offre collective et individuelle) Petite enfance.
- Développer des actions en faveur du renforcement de l'accès aux droits et de l'autonomisation numérique des usagers sociaux
- Enfance-jeunesse
- Parentalité/ Famille
- Seniors
- Accueil Nouvelles Populations

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



C - Projet Social 2019/2023

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre social du Bazois et de ses environs** pour les années 2019/2023.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire et s'articule autour de quatre orientations :

- Améliorer la communication tant écrite que sur les réseaux sociaux,
- Favoriser les partenariats sur les projets mis en place (Maison des Parents, dispositifs mobilité, accueil des nouveaux arrivants...),
- Mobiliser la participation et l'implication des usagers dans le fonctionnement du centre social,
- Favoriser le développement de l'autonomie de l'individu en travaillant sur les besoins physiologiques et d'appartenance.

En outre, le projet social développe un axe famille transversal à l'ensemble des activités proposées par le Centre social.

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Obligations du gestionnaire

1. Principes

La gestion de FS est conduite de manière active par le **Centre social du Bazois** afin de rechercher constamment les prestations et l'organisation optimales pour répondre aux demandes du public.

Le **Centre social du Bazois** organise et développe la coopération avec les partenaires, assure la gestion administrative et financière de FS et désigne le personnel de cette dernière. Intégrée à l'organisation du Centre social, FS forme une entité en relation avec la mission d'accueil global du Centre social, qu'elle vient compléter et améliorer.

FS œuvre en complémentarité avec l'esprit et les missions définies dans le projet social de la structure.

2. Horaires

FS est ouverte de manière régulière, soit 24 heures minimum réparties sur 5 jours minimum par semaine, aux horaires d'ouverture du centre social, en y rendant constamment l'ensemble des prestations prévues, avec des horaires permettant de satisfaire un large public.

3. Aménagement du local et équipement de FS

France Services comporte :

- Un point d'accueil du public.
- Un point d'attente assise.
- Un espace confidentiel.

Elle est conforme à la réglementation en matière d'accueil du public, notamment concernant l'accessibilité du public.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Il est mis à disposition des usagers dans FS :

- Un ordinateur libre accès permettant de faciliter l'accès aux services publics, dans le cadre d'un agenda partagé (CAF, MSA, Pôle emploi, Etat...)
- Une imprimante et/ou scanner.

4. Dénomination - signalétique

Une signalétique nationale des FS est apposée, notamment une enseigne extérieure permettant aux usagers de repérer le lieu. A ce titre, le **Centre social du Bazois** respecte la charte graphique des FS.

5. Déontologie - confidentialité

L'agent de FS est astreint aux règles du secret professionnel. Le gestionnaire de FS assure la sécurité du public, du personnel et des locaux.

6. Evaluation

Le **Centre Social du Bazois** contribue à l'évaluation des actions menées par FS dans les conditions prévues par la cellule d'animation nationale et à la charte nationale de qualité des FS.

7. Adhésion à la charte nationale de qualité

Les relations de FS avec le public et les organismes signataires sont régies par la Charte nationale de qualité des FS. Les parties mettent en œuvre les moyens prévus par la Charte nationale de qualité des FS figurant en annexe 3. La FS satisfait aux demandes de données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif.

8. Coopération avec la cellule nationale d'animation de « France Services »

Le **Centre Social du Bazois** s'engage à coopérer et à faire coopérer FS avec la cellule nationale d'animation constituée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en lien avec le Commissariat général à l'Egalité des Territoires (CGET).

La cellule d'animation nationale peut s'appuyer, lorsqu'ils sont désignés par le Préfet de département, sur des réseaux territoriaux de FS pour mettre en œuvre son programme annuel d'animation. Pour la Nièvre, cette cellule d'animation est portée par la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

Le **Centre Social du Bazois** s'engage à participer à la vie du réseau et en particulier à utiliser l'outil de gestion de la fréquentation permettant d'évaluer le dispositif. Il s'engage à réaliser un bilan de son activité annuelle via cet outil de gestion.

Modalités de gestion de FS

1. Responsable de l'animation, de la gestion et du management

La FS est intégrée au fonctionnement et à l'organisation du **Centre Social du Bazois** et les agents d'accueil sont placés sous la responsabilité hiérarchique directe du directeur du Centre social.

2. Personnel d'accueil

Le personnel d'accueil, représentant à minima 1 ETP pour l'ensemble de ses missions, a pour missions de participer à l'animation d'un point d'accueil généraliste en vue de :

- Faciliter l'accès aux services publics partenaires aux habitants de la zone d'implantation de la structure.
- Permettre aux usagers d'exprimer tout type de demande en relation avec les institutions ou avec les structures dédiées compétentes (administrations, services sociaux, emploi-formation...).
- Participer au développement et mettre en œuvre les missions complémentaires de FS.

Les chargés d'accueil informent, assurent le traitement et le suivi administratif des demandes et participent à la gestion administrative de la structure.

3. Personnels relevant des personnes morales qui participent à FS : conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions

Les personnels relevant des personnes morales qui réalisent des permanences à FS utilisent un bureau équipé d'un téléphone, d'une possibilité de connexion internet, d'un ordinateur.

4. Equipement

L'équipement de FS est propriété du **Centre social du Bazoïs**.

5. Accueil des permanences

Des permanences sont tenues par certains partenaires dans les FS (DGFIP, AS du CD58, Mission locale, Armée de Terre,)

6. Lien avec Conseiller Numérique

Les Conseillers Numériques peuvent intervenir au sein des FS.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** et le **Centre social du Bazoïs** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, d'au moins un agent d'accueil, d'un assistant de gestion, assurant la continuité de direction, et d'une Référente Famille tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales.
- Le Conseil Départemental.
- La Mutualité Sociale Agricole.

La **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers seront adoptés par l'Assemblée Générale de chaque centre social (cotisation par habitant) avec comme base pour l'année 2022 le montant 2021. Ils seront précisés par avenant et sollicités auprès de la CCBLM selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM rechercheront une équité et une harmonisation qui permettront de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** a signé une CTG avec la Caisse d'Allocations en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le **Centre social du Bazoïs** qui assure la maîtrise d'œuvre des actions.

Depuis le passage en « **Bonus Territoire CTG** » au 01 janvier 2022, la CAF ne versera plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan**. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1. Les bonus mixité sociale et handicap obtenus par le centre social ne sont pas déduits de la participation de la CCBLM.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) sera effective à partir de l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Par ailleurs, au vu de l'évolution de l'augmentation des salaires et des charges courantes, le centre social a présenté un budget prévisionnel 2022 différent de la convention signée.

Dans ce cadre, les chiffres à prendre en compte sont ceux dans l'annexe financière jointe.

C – France Services

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

1. Désignation des locaux

Le **Centre social du Bazois** dispose des bâtiments suivants afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social :

- Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy
- Maison de santé et des Services sur la commune de Chatillon en Bazois
- Maison des Générations sur la commune de Chatillon en Bazois

2. Durée

Les conditions de mise à disposition sont précisées dans les conventions de mises à disposition et baux pour chaque local.

3. Destination des locaux

Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy : développer les activités petite enfance (petite crèche et REP (Relais Petite Enfance) notamment).

Maison de santé et des Services sur la commune de Chatillon en Bazois : C'est dans ces locaux que sont implantées France Services et la coordination générale du centre social du Bazois.

Maison des Générations sur la commune de Chatillon en Bazois : Espace accueil de jour, espace d'accueil enfance jeunesse, l'espace extérieur bénéficiant d'un aménagement en qualité de bassin aquatique d'apprentissage.

4. Assurance

Pour chacun des locaux, le Centre social du Bazois reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques pouvant l'intégralité des risques pouvant survenir.

5. A charge des parties

Pour chacun des locaux, Sont considérés à la charge directe du **Centre social du Bazois** ce qui correspond aux consommations ou à l'entretien des « menues réparations », des bâtiments et des équipements : entretien des locaux, électricité, gaz et location de compteur, chauffage, le téléphone (abonnement), l'eau en fonction de la consommation des compteurs, etc...

Cet entretien est celui qui est nécessaire, en raison de leur usage normal, pour maintenir les équipements ou les ouvrages en état de fonctionnement ou de répondre à leur destination dans les limites de leur durée normale d'utilisation avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou procéder à une réfection.

Pour chaque local, des précisions peuvent être apportées dans les conventions de mises à disposition.

Un bail en annexe fixe les conditions d'utilisation du local et les obligations des deux parties.

6. Conditions financières

Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy : les conditions financières sont précisées dans une convention de mise à disposition signée le 1/11/2008.

Maison de santé et des Services sur la commune de Chatillon en Bazois : les conditions financières sont précisées dans une convention de mise à disposition signée le 1/07/2015.

Maison des Générations sur la commune de Chatillon en Bazois : les conditions financières sont précisées dans une convention de mise à disposition signée le 1/02/2018. L'accueil de jour fait l'objet d'une convention de mise à disposition distincte signée le 01/03/2011.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association

RIB

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 8 % en janvier de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en février de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mars de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en avril de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N)
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

Le solde de l'année N sera versé au centre social du Bazois sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Le tableau en annexe rappelle les montants à verser au centre social

Conformément à l'avenant N°2 (convention 2019-2022), la CCBLM a versé les acomptes CEJ 2022 suivant l'avenant n°1 à la convention entre la CCBLM et le centre social, délibéré au bureau communautaire du 10 février 2022.

Dès le passage CEJ en bonus CTG, la CAF versera au centre social les avances 2022 et transmettra un justificatif au centre social l'informant du versement de ces avances.

Dès réception, le centre social transmettra ce justificatif à la CCBLM. La CCBLM émettra un titre de recette conformément à ce justificatif.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, **Centre social du Bazoïs** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 31 Janvier de l'année de l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- D'une manière générale, le **Centre social du Bazoïs** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre social du Bazoïs** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre social du Bazoïs** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

Un comité de pilotage est mis en place pour faire le point sur la mise en œuvre du programme d'actions ; il est composé du Président et du délégué en charge de l'action sociale de la Communauté de communes, du Président, Vice-président et trésorier du Centre social. Ce comité de pilotage pourra se réunir une fois par an sur convocation de la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** pour examiner l'évolution des actions menées.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre Social du Bazoïs** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan**, par exemple au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre Social du Bazoïs** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} Janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

La **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** notifiera à l'association la présente convention signée, en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Elle pourra être renouvelable par la signature d'une nouvelle convention tenant compte du bilan réalisé.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazoïs Loire Morvan

Jean-Paul BERNARD,
Président du Centre Social du Bazoïs



Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Annexe 1 : Budget prévisionnel CTG 2022

Bazois		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG
	Budget	574 411,00 €	574 411,00 €
	Recette familles et autres	263 230,00 €	263 230,00 €
	CAF (Bonus territoire)	142 300,40 €	126 876,12 €
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	125 364,00 €	140 788,88 €
	Reste à charge centre social	43 516,60 €	43 516,00 €

Annexe 2 : Budget prévisionnel CTG 2023 :

Reste à charge prévisionnel 2023 : **140 788.88 €** à verser selon les modalités de l'article 4

Ce montant est basé sur le prévisionnel 2022 et permet le versement des acomptes au début de l'année 2023.

Ce montant sera actualisé suite au vote du budget de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et fera l'objet d'un avenant.

Le

Signature :

Serge CAILLLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

Jean-Paul BERNARD,
Président du Centre Social du Bazois



Annexe 3

Charte nationale de qualité des FRANCE SERVICES

4.1 Éléments d'information à porter à connaissance du public

France Services, c'est la possibilité, en un même lieu, d'être accueilli par un agent, d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs administrations ou organismes publics.

Grâce aux France Services au public vous pouvez :

- Obtenir des renseignements administratifs de tout ordre,
- Obtenir des explications sur le langage administratif et les courriers,
- Être accompagné dans vos démarches :
 - Pour effectuer vos démarches en ligne,
 - Pour obtenir un formulaire et sa notice
 - Pour vous aider à constituer un dossier,
- Suivre votre dossier personnel, pour les administrations qui ont ouvert le suivi de dossier sur Internet,
- Obtenir un rendez-vous avec un agent d'une administration, si votre demande le nécessite.

Un agent vous accueille aimablement.

Il ne sait pas tout, mais il sait chercher, vous orienter, vous conseiller, vous aider.

France Services, c'est un service plus proche de vous : un accompagnement personnalisé, des démarches administratives facilitées grâce à l'administration en ligne, des connexions à Internet en libre accès dans certaines FS, une qualité de service garantie.

Les engagements de service des France Services

Engagement 1 - Un accès facilité à France Services et à ses partenaires	
1	Nous vous informons sur les conditions d'accès et d'accueil dans notre France Services
2	Nous vous informons sur vos droits et sur les conditions d'accomplissement de vos démarches.
3	Nous facilitons la constitution de vos dossiers et les transmettons aux organismes compétents.
3 bis	Nous mettons à votre disposition du matériel vous permettant d'effectuer certaines démarches à distance et de manière autonome.
3 ter	(Option)

	Votre France Services peut organiser des déplacements d'un de ses agents sur certains lieux de vie (variante mobile).
4	Nous associons les organismes partenaires à l'analyse de votre situation.
5	Nous préparons la prise en charge de vos demandes par les organismes partenaires.
6	Nous facilitons l'accomplissement des démarches pour les personnes à mobilité réduite.
7	Nous accueillons de manière adaptée les personnes en difficulté.
Engagement 2 - Un accueil attentif et courtois	
8	Nous vous accueillons avec courtoisie et vous donnons le nom de votre interlocuteur.
9	Nous veillons au confort de l'espace d'accueil et d'attente.
10	Nous vous accueillons en toute confidentialité lorsque nous devons traiter des situations personnelles difficiles.
Engagement 3 - Une réponse à vos demandes dans un délai annoncé	
11	Nous répondons à vos courriers dans un délai maximum d'un mois.
12	Nous répondons à vos courriels dans un délai maximum d'une semaine.
13	Nous répondons à vos appels téléphoniques en moins de 5 sonneries.
Engagement 4 - Une réponse systématique à vos réclamations	
14	Nous vous informons sur les moyens de formuler vos réclamations et leur apportons une réponse systématique.
Engagement 5 - A votre écoute pour progresser	
15	Nous mesurons annuellement la satisfaction des usagers et vous informons des résultats.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social Entre Loire et Morvan 2022- 2023

Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 19/01/2023

D'une part,

Et :

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan**, domicilié 3, La Grande Revenue 58250 FOURS, représenté par son Président, Monsieur René DUCHASSIN,

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social Entre Loire et Morvan** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la maîtrise d'œuvre des contrats enfance jeunesse depuis leur signature et la conduite du projet de création d'une structure d'accueil de la petite enfance.
- Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Espaces mutualisés de services au public labellisés par les préfets de département, les FS ont vocation à délivrer une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. De l'information transversale de premier niveau à l'accompagnement de l'utilisateur sur des démarches spécifiques, les France Services articulent présence humaine et outils numériques.

Dans la Nièvre, la labellisation des FS fait suite à une longue histoire de développement d'une offre de proximité portée par le Pays Nivernais Morvan, la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre et les Centres sociaux.

Ainsi, dès 1998 sur l'arrondissement de Château-Chinon, à l'initiative de la Fédération des Centres Sociaux, 7 Centres sociaux ont expérimenté des espaces de proximité dénommés « Relais Accueil ». En 2003, le Pays Nivernais Morvan a souhaité prolonger, amplifier et mettre en réseau ces lieux d'accueil. De cette action a résulté une augmentation des partenariats, la rédaction d'une charte de qualité, d'une convention opérationnelle avec chaque partenaire, à la formation des personnels et de manière générale à l'amélioration du service.

Ce travail préparatoire a donné lieu en 2006 à l'élaboration d'une convention locale portant label « Relais de Services Publics », visant à renforcer le rôle d'animateur du Syndicat Mixte du Pays Nivernais Morvan en étroite liaison avec la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

En 2010, la coordination des Relais de Services au Public a été étendue au territoire départemental et assuré par la Fédération des Centres sociaux.

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** a ainsi été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public de Cercy-La-Tour a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle a été signée par la CCBLM et la CAF le 17 décembre 2019 et court jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et le centre social Entre Loire et Morvan.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

- De permettre au **Centre Social Entre Loire et Morvan** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale et du projet famille.
- De concrétiser le projet social 2022/2026 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social Entre Loire et Morvan**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social Entre Loire et Morvan.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de FS. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés de notre territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), la FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

B - Convention Territoriale Globale

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé avec la Caisse d'Allocations Familiales la Convention Territoriale Globale 2019-2023. Les 7 axes de la CTG sont les suivants :

- Améliorer la gouvernance de l'organisation et de l'intervention des structures d'animation de la vie sociale sur le territoire
- Assurer une couverture optimisée des besoins en matière d'accueil du jeune enfant (offre collective et individuelle) Petite enfance.
- Développer des actions en faveur du renforcement de l'accès aux droits et de l'autonomisation numérique des usagers sociaux
- Enfance-jeunesse
- Parentalité/ Famille
- Seniors
- Accueil Nouvelles Populations

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

C - Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre Social Entre Loire et Morvan** pour les années 2022/2026.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire et s'articule autour de cinq orientations :

- Favoriser l'accès des habitants à la vie sociale, aux droits et aux services
- Participer activement à l'attractivité du territoire
- Animer la préservation de son environnement rural
- Favoriser l'accès à la Culture des habitants du territoire
- Soutenir la parentalité

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Obligations du gestionnaire

1. Principes

La gestion de FS est conduite de manière active par le **Centre Social Entre Loire et Morvan** afin de rechercher constamment les prestations et l'organisation optimales pour répondre aux demandes du public.

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** organise et développe la coopération avec les partenaires, assure la gestion administrative et financière de FS et désigne le personnel de cette dernière. Intégrée à l'organisation du Centre social, FS forme une entité en relation avec la mission d'accueil global du Centre social, qu'elle vient compléter et améliorer.

La FS œuvre en complémentarité avec l'esprit et les missions définies dans le projet social de la structure.

2. Horaires

FS est ouvert de manière régulière, soit 24 heures minimum réparties sur 5 jours minimum par semaine, aux horaires d'ouverture du centre social, en y rendant constamment l'ensemble des prestations prévues, avec des horaires permettant de satisfaire un large public.

3. Aménagement du local et équipement de France Services :

France Services comporte :

- Un point d'accueil du public.
- Un point d'attente assise.
- Un espace confidentiel.

Elle est conforme à la réglementation en matière d'accueil du public, notamment concernant l'accessibilité du public.

Il est mis à disposition des usagers dans FS :

- Une imprimante et/ou scanner.
- Deux ordinateurs en libre accès.
- Une tablette numérique

A cela s'ajoute des possibilités d'accueil France Services, sur le fil au centre social, à Fours et des permanences itinérantes dans des villages.

4. Dénomination - signalétique

Une signalétique nationale des FS est apposée, notamment une enseigne extérieure permettant aux usagers de repérer le lieu. A ce titre, le **Centre Social Entre Loire et Morvan** respecte la charte graphique des FS.

5. Déontologie - confidentialité

L'agent de FS est astreint aux règles du secret professionnel. Le gestionnaire de FS assure la sécurité du public, du personnel et des locaux.

6. Evaluation

Centre Social Entre Loire et Morvan contribue à l'évaluation des actions menées par FS dans les conditions prévues par la cellule d'animation nationale et à la charte nationale de qualité des FS.

7. Adhésion à la charte nationale de qualité

Les relations de FS avec le public et les organismes signataires sont régies par la Charte nationale de qualité des FS. Les parties mettent en œuvre les moyens prévus par la Charte nationale de qualité des FS figurant en annexe 3. La FS satisfait aux demandes de données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif.

8. Coopération avec la cellule nationale d'animation de « France Services »

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à coopérer et à faire coopérer FS avec la cellule nationale d'animation constituée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en lien avec le Commissariat général à l'Egalité des Territoires (CGET).

La cellule d'animation nationale peut s'appuyer, lorsqu'ils sont désignés par le Préfet de département, sur des réseaux territoriaux de FS pour mettre en œuvre son programme annuel d'animation. Pour la Nièvre, cette cellule d'animation est portée par la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** s'engage à participer à la vie du réseau et en particulier à utiliser l'outil de gestion de la fréquentation permettant d'évaluer le dispositif. Il s'engage à réaliser un bilan de son activité annuelle via cet outil de gestion.

Modalités de gestion de FS

1. Responsable de l'animation, de la gestion et du management

La FS est intégrée au fonctionnement et à l'organisation du **Centre Social Entre Loire et Morvan** et les agents d'accueil sont placés sous la responsabilité hiérarchique directe du directeur du Centre social.

2. Personnel d'accueil

Le personnel d'accueil, représente à minima 1 ETP pour l'ensemble de ses missions. En 2022, le personnel de FS du Centre Social Entre Loire et Morvan, représente 2.55 ETP avec une présence sur deux sites (Cercy La Tour et Fours) et des permanences itinérantes sur quatre villages (Charrin, La Nocle Maulaix, Saint-Seine et Ternant). Il a pour missions de participer à l'animation d'un point d'accueil généraliste en vue de :

- Faciliter l'accès aux services publics partenaires aux habitants de la zone d'implantation de la structure.
- Permettre aux usagers d'exprimer tout type de demande en relation avec les institutions ou avec les structures dédiées compétentes (administrations, services sociaux, emploi-formation...).
- Participer au développement et mettre en œuvre les missions complémentaires de FS.

Les chargés d'accueil informent, assurent le traitement et le suivi administratif des demandes et participent à la gestion administrative de la structure.

3. Personnels relevant des personnes morales qui participent à FS : conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions

Les personnels relevant des personnes morales qui réalisent des permanences à FS utilisent un bureau équipé d'un téléphone, d'une possibilité de connexion internet, d'un ordinateur.

4. Equipement

L'équipement informatique et mobilier de FS est propriété du **Centre Social Entre Loire et Morvan**.

5. Accueil des permanences

Des permanences sont tenues par certains partenaires dans les FS (DGFIP, AS du CD58, Mission locale, Armée de Terre,)

6. Lien avec Conseiller Numérique

Les Conseillers Numériques peuvent intervenir au sein des FS.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre social Entre Loire et Morvan** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, de deux agents d'accueil, d'une responsable administrative et d'une référente famille, tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre Social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Le Conseil Départemental,
- La Mutualité Sociale Agricole.

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers seront adoptés par l'Assemblée Générale de chaque centre social (cotisation par habitant) avec comme base pour l'année 2022 le montant 2021. Ils seront précisés par avenant et sollicités auprès de la CCBLM selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM rechercheront une équité et une harmonisation qui permettront de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé une CTG avec la Caisse d'Allocations en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le **Centre Social Entre Loire et Morvan** qui assure la maîtrise d'œuvre des actions.

Depuis le passage en « **Bonus Territoire CTG** » au 01 janvier 2022, la CAF ne versera plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1. Les bonus mixité sociale et handicap obtenus par le centre social ne sont pas déduits de la participation de la CCBLM.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) sera effective à partir de l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Par ailleurs, au vu de l'évolution de l'augmentation des salaires et des charges courantes, le centre social a présenté un budget prévisionnel 2022 différent de la convention signée.

Dans ce cadre, les chiffres à prendre en compte sont ceux dans l'annexe financière jointe.

C – France Services:

Le fonctionnement de la FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement avec un plafond de dépense de 60 000 €.
- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

Pour assurer ses missions de service public, la CCBLM met à disposition du Centre social un bâtiment situé au 3 La grande revenue à Fours.

1. Désignation du local

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** dispose de ce bâtiment afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social.

2. Durée

La mise à disposition est consentie pour une durée indéterminée et elle peut être dénoncée par chacune des parties dans un délai de 6 mois minimum par recommander avec accusé de réception.

3. Destination des locaux

Le Centre social reconnaît que le local se trouve en bon état d'entretien, de propreté et de fonctionnement et d'utilisation.

Le Centre Social s'appuie aussi sur des locaux municipaux mis à disposition de la Commune de Cercy-La-Tour (France Services, 4 rue François Mitterrand et Accueil Jeunes, 15 rue de l'Isle).

4. Assurance

Le Centre Social Entre Loire et Morvan reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques pouvant l'intégralité des risques pouvant survenir.

5. A charge des parties

Sont considérés à la charge directe du **Centre Social Entre Loire et Morvan** ce qui correspond aux consommations ou à l'entretien des « menues réparations », des bâtiments et des équipements : entretien des locaux, électricité, gaz et location de compteur, chauffage, le téléphone (abonnement), l'eau en fonction de la consommation des compteurs, vérifications des installations électriques, alarmes et extincteurs, etc...

Cet entretien est celui qui est nécessaire, en raison de leur usage normal, pour maintenir les équipements ou les ouvrages en état de fonctionnement ou de répondre à leur destination dans les limites de leur durée normale d'utilisation avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou procéder à une réfection.

Un bail en annexe fixe les conditions d'utilisation du local et les obligations des deux parties.

6. Conditions financières

Une contrepartie d'une participation forfaitaire mensuelle est fixée dans le contrat de location.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association.

IBAN : FR76 1480658000700130 64530 CLE 78

SWIFT : AGRIFRPP 848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 8 % en janvier de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en février de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mars de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en avril de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N)
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

Le solde de l'année N sera versé au centre social « Entre Loire et Morvan » sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Le tableau en annexe rappelle les montants à verser au centre social.

Conformément à l'avenant N°2 (convention 2019-2022), la CCBLM a versé les acomptes CEJ 2022 suivant l'avenant n°1 à la convention entre la CCBLM et le centre social , délibéré au bureau communautaire du 10 février 2022.

Dès le passage CEJ en bonus CTG, la CAF versera au centre social les avances 2022 et transmettra un justificatif au centre social l'informant du versement de ces avances.

Dès réception, le centre social transmettra ce justificatif à la CCBLM. La CCBLM émettra un titre de recette conformément à ce justificatif.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, **Centre social Entre Loire et Morvan** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 31 Janvier de l'année de l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- D'une manière générale, le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

Un comité de pilotage est mis en place pour faire le point sur la mise en œuvre du programme d'actions ; il est composé du Président et du délégué en charge de l'action sociale de la Communauté de communes, du Président, Vice-président et trésorier du Centre social. Ce comité de pilotage pourra se réunir une fois par an sur convocation de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** pour examiner l'évolution des actions menées.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, par exemple au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** notifiera à l'association la présente convention signée, en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Chaque année, un avenant financier précisera les sommes versées par la communauté de communes au centre social.

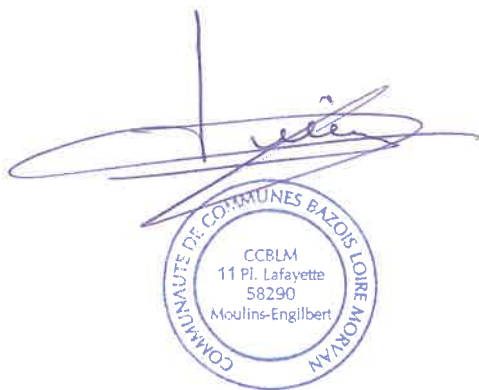
ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le

Serge CAILLOT ,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

René DUCHASSIN,
Président du Centre Social de
Entre Loire et Morvan



Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Annexe 1 : Budget prévisionnel CTG 2022

Fours		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG
	Budget	175 159,00 €	172 102,76 €
	Recette familles et autres	50 003,00 €	55 799,43 €
	CAF (Bonus territoire)	50 355,22 €	39 489,13 €
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	74 803,71 €	76 814,20 €
	Reste à charge centre social		

Annexe 2 : Budget prévisionnel 2023 :

Reste à charge prévisionnel 2023 : **76 814.20 € à verser selon les modalités de l'article 4**

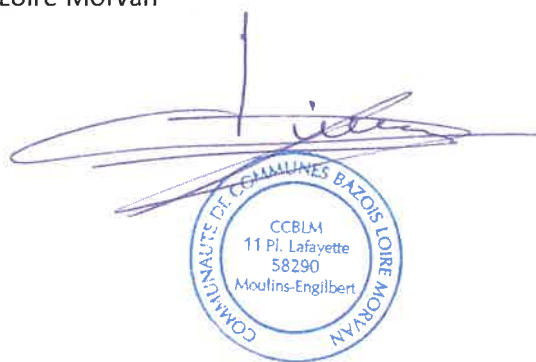
Ce montant est basé sur le prévisionnel 2022 et permet le versement des acomptes au début de l'année 2023.

Ce montant sera actualisé suite au vote du budget de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et fera l'objet d'un avenant.

Le :

Signature :

Serge CAILLOT ,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan



René DUCHASSIN,
Président du Centre Social de
Entre Loire et Morvan

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

Charte nationale de qualité des FRANCE SERVICES

4.1 Eléments d'information à porter à connaissance du public

France Services, c'est la possibilité, en un même lieu, d'être accueilli par un agent, d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs administrations ou organismes publics.

Grâce aux « France Services » vous pouvez :

- Obtenir des renseignements administratifs de tout ordre,
- Obtenir des explications sur le langage administratif et les courriers,
- Être accompagné dans vos démarches :
 - Pour effectuer vos démarches en ligne,
 - Pour obtenir un formulaire et sa notice
 - Pour vous aider à constituer un dossier,
- Suivre votre dossier personnel, pour les administrations qui ont ouvert le suivi de dossier sur Internet,
- Obtenir un rendez-vous avec un agent d'une administration, si votre demande le nécessite.

Un agent vous accueille aimablement.

Il ne sait pas tout, mais il sait chercher, vous orienter, vous conseiller, vous aider.

France Services, c'est un service plus proche de vous : un accompagnement personnalisé, des démarches administratives facilitées grâce à l'administration en ligne, des connexions à Internet en libre accès dans certaines France Services, une qualité de service garantie.

Les engagements de service des France Services

Engagement 1 - Un accès facilité à France Services et à ses partenaires	
1	Nous vous informons sur les conditions d'accès et d'accueil dans notre France Services
2	Nous vous informons sur vos droits et sur les conditions d'accomplissement de vos démarches.
3	Nous facilitons la constitution de vos dossiers et les transmettons aux organismes compétents.
3 bis	Nous mettons à votre disposition du matériel vous permettant d'effectuer certaines démarches à distance et de manière autonome.
3 ter	(Option) Votre France Services peut organiser des déplacements d'un de ses agents sur certains lieux de vie (variante mobile).
4	Nous associons les organismes partenaires à l'analyse de votre situation.
5	Nous préparons la prise en charge de vos demandes par les organismes

	partenaires.
6	Nous facilitons l'accomplissement des démarches pour les personnes à mobilité réduite.
7	Nous accueillons de manière adaptée les personnes en difficulté.
Engagement 2 - Un accueil attentif et courtois	
8	Nous vous accueillons avec courtoisie et vous donnons le nom de votre interlocuteur.
9	Nous veillons au confort de l'espace d'accueil et d'attente.
10	Nous vous accueillons en toute confidentialité lorsque nous devons traiter des situations personnelles difficiles.
Engagement 3 - Une réponse à vos demandes dans un délai annoncé	
11	Nous répondons à vos courriers dans un délai maximum d'un mois.
12	Nous répondons à vos courriels dans un délai maximum d'une semaine.
13	Nous répondons à vos appels téléphoniques en moins de 5 sonneries.
Engagement 4 - Une réponse systématique à vos réclamations	
14	Nous vous informons sur les moyens de formuler vos réclamations et leur apportons une réponse systématique.
Engagement 5 - A votre écoute pour progresser	
15	Nous mesurons annuellement la satisfaction des usagers et vous informons des résultats.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le



ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Convention entre la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et le Centre social et culturel de Luzy 2022-2023



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 19/01/2023

D'une part,

Et :

Le Centre social et culturel de Luzy, représenté par Madame Joelle PAPONNEAU, sa Présidente

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaisse le rôle essentiel du **Centre Social et culturel de Luzy** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le Centre Social et Culturel de Luzy a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la maîtrise d'œuvre des contrats enfance jeunesse depuis leur signature et la conduite du projet de création d'une structure d'accueil de la petite enfance.
- Création et mise en place d'un réseau d'animation à domicile auprès des personnes âgées.
- Développement d'actions culturelles concourant au vivre ensemble.
- Développement d'une offre de service en direction des personnes en situation de précarité ou de perte d'autonomie.
- Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Espaces mutualisés de services au public labellisés par les préfets de département, les MFS ont vocation à délivrer une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. De l'information transversale de premier niveau à l'accompagnement de l'utilisateur sur des démarches spécifiques, les France Services articulent présence humaine et outils numériques.

Dans la Nièvre, la labellisation des FS fait suite à une longue histoire de développement d'une offre de proximité portée par le Pays Nivernais Morvan, la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre et les Centres sociaux.

Ainsi, dès 1998 sur l'arrondissement de Château-Chinon, à l'initiative de la Fédération des Centres Sociaux, 7 Centres sociaux ont expérimenté des espaces de proximité dénommés « Relais Accueil ». Le **Centre Social et Culturel de Luzy** en faisait partie. En 2003, le Pays Nivernais Morvan a souhaité prolonger, amplifier et mettre en réseau ces lieux d'accueil. De cette action a résulté une augmentation des partenariats, la rédaction d'une charte de qualité, d'une convention opérationnelle avec chaque partenaire, à la formation des personnels et de manière générale à l'amélioration du service.

Ce travail préparatoire a donné lieu en 2006 à l'élaboration d'une convention locale portant label « Relais de Services Publics », visant à renforcer le rôle d'animateur du Syndicat Mixte du Pays Nivernais Morvan en étroite liaison avec la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

En 2010, la coordination des Relais de Services au Public a été étendue au territoire départemental et assuré par la Fédération des Centres sociaux.

Le Centre social et Culturel de Luzy a ainsi été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public de Luzy a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle a été signée par la CCBLM et la CAF le 17 décembre 2019 et court jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et le centre social de Luzy.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social et culturel de Luzy** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.

- De développer une politique enfance jeunesse famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale et du projet famille,
- De concrétiser le projet social 2021/2026 du Centre Social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de la FS qui sont assurées par le **Centre Social et culturel de Luzy**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social et culturel de Luzy et de ses environs.

A : Animation de la vie sociale

Le **Centre social** est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un Directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le **Centre social** est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de FS servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés du territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), la FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes. Il est également doté d'un Visio guichet permettant des échanges directs avec une partie des institutions à distance.

B : Convention Territoire Globale

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé avec la Caisse d'Allocations Familiales la Convention Territoriale Globale 2019-2023. Les 7 axes de la CTG sont les suivants :

- Améliorer la gouvernance de l'organisation et de l'intervention des structures d'animation de la vie sociale sur le territoire
- Assurer une couverture optimisée des besoins en matière d'accueil du jeune enfant (offre collective et individuelle) Petite enfance.
- Développer des actions en faveur du renforcement de l'accès aux droits et de l'autonomisation numérique des usagers sociaux
- Enfance-jeunesse
- Parentalité/ Famille
- Seniors
- Accueil Nouvelles Populations

C : Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre Social et culturel de Luzy** pour les années 2021/2026.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire et s'articule autour de cinq axes prioritaires :

- Promouvoir et élargir la reconnaissance du centre social et culturel de Luzy.
- Renforcer l'identité culturelle du centre social.
- Développer les conditions favorables à l'épanouissement d'habitants.
- Véhiculer un regard bienveillant sur le monde.
- Organiser la fonction accueil.
- Construire le centre social de demain.
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur les axes d'intervention prioritaires.

En outre, le projet social développe un axe famille, transversal à l'ensemble des activités proposées par le centre social.

D : Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires :

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Obligations du gestionnaire :

1. Principes

La gestion de FS est conduite de manière active par le **Centre Social et culturel de Luzy** afin de rechercher constamment les prestations et l'organisation optimales pour répondre aux demandes du public.

Le Centre social et culturel de Luzy organise et développe la coopération avec les partenaires, assure la gestion administrative et financière de FS et désigne son personnel. Intégrée à l'organisation du Centre social, FS forme une entité en relation avec la mission d'accueil global du Centre social, qu'elle vient compléter et améliorer.

FS œuvre en complémentarité avec l'esprit et les missions définies dans le projet social de la structure.

2. Horaires

FS est ouverte de manière régulière, soit 24 heures minimum réparties sur 5 jours minimum par semaine, aux horaires d'ouverture du centre social, en y rendant constamment l'ensemble des prestations prévues, avec des horaires permettant de satisfaire un large public.

3. Aménagement du local et équipement de France Services :

France Services comporte :

- Un point d'accueil du public.
- Un point d'attente assise.
- Un espace confidentiel.

Elle est conforme à la réglementation en matière d'accueil du public, notamment concernant l'accessibilité du public.

Il est mis à disposition des usagers dans FS :

- Une borne visio-guichet permettant de faciliter l'accès aux services publics, dans le cadre d'un agenda partagé (CAF, MSA, Pôle emploi, Etat...).
- Une imprimante et/ou scanner.
- Un ordinateur en libre accès.

4. Dénomination- signalétique

Une signalétique nationale des FS est apposée, notamment une enseigne extérieure permettant aux usagers de repérer le lieu. A ce titre, **le Centre Social et culturel de Luzy** respecte la charte graphique des FS.

5. Déontologie - confidentialité

L'agent de FS est astreint aux règles du secret professionnel. Le gestionnaire de FS assure la sécurité du public, du personnel et des locaux.

6. Evaluation

Le **Centre social et culturel de Luzy** contribue à l'évaluation des actions menées par FS dans les conditions prévues par la cellule d'animation nationale des FS et à la charte nationale de qualité des FS.

7. Adhésion à la charte nationale de qualité

Les relations de FS avec le public et les organismes signataires sont régies par la Charte nationale de qualité des FS. Les parties mettent en œuvre les moyens prévus par la Charte nationale de qualité des FS figurant en annexe 3. FS satisfait aux demandes de données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif.

8. Coopération avec la cellule nationale d'animation de « France Services »

Le Centre Social et culturel de Luzy s'engage à coopérer et à faire coopérer FS avec la cellule nationale d'animation constituée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en lien avec le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET).

La cellule d'animation nationale peut s'appuyer, lorsqu'ils sont désignés par le Préfet de département, sur des réseaux territoriaux de FS pour mettre en œuvre son programme annuel d'animation. Pour la Nièvre, cette cellule d'animation est portée par la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre.

Le Centre Social et culturel de Luzy s'engage à participer à la vie du réseau et en particulier à utiliser l'outil de gestion de la fréquentation permettant d'évaluer le dispositif. Il s'engage à réaliser un bilan de son activité annuelle via cet outil de gestion.

Modalités de gestion de FS

1. Responsable de l'animation, de la gestion et du management

La FS est intégrée au fonctionnement et à l'organisation du **Centre Social et culturel de Luzy** et l'agent d'accueil est placé sous la responsabilité hiérarchique directe du Directeur.

2. Personnel d'accueil

Le personnel d'accueil, représentant à minima 1 ETP pour l'ensemble de ses missions, a pour missions de participer à l'animation d'un point d'accueil généraliste en vue de :

- Faciliter l'accès aux services publics partenaires aux habitants de la zone d'implantation de la structure.
- Permettre aux usagers d'exprimer tout type de demande en relation avec les institutions ou avec les structures dédiées compétentes (administrations, services sociaux, emploi-formation...).
- Participer au développement et mettre en œuvre les missions complémentaires de FS.

Les chargés d'accueil informent, assurent le traitement et le suivi administratif des demandes et participent à la gestion administrative de la structure.

3. Personnels relevant des personnes morales qui participent à FS : conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions

Les personnels relevant des personnes morales qui réalisent des permanences à FS utilisent un bureau équipé d'un téléphone, d'une possibilité de connexion Internet, d'un ordinateur.

4. Equipement

L'équipement de la FS est propriété du **Centre social et culturel de Luzy** hormis la borne **visio-guichet qui est de la propriété de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan**. Le **Centre social et culturel de Luzy** assure les opérations liées à la connexion de l'outil permettant sa mise en relation avec les partenaires. Les opérations de maintenance sont à la charge de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**.

5. Accueil des permanences

Des permanences sont tenues par certains partenaires dans les FS (DGFIP, AS du CD58, Mission locale, Armée de Terre, ...)

6. Lien avec Conseiller Numérique

Les Conseillers Numériques peuvent intervenir au sein des FS.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre Social et culturel de Luzy** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A : Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, d'au moins un agent d'accueil, d'un assistant de gestion, assurant la continuité de direction, et d'une Référente Famille tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales.
- Le Conseil Départemental.
- La Mutualité Sociale Agricole.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers seront adoptés par l'Assemblée Générale de chaque centre social (cotisation par habitant) avec comme base pour l'année 2022 le montant 2021. Ils seront précisés par avenant et sollicités auprès de la CCBLM selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM rechercheront une équité et une harmonisation qui permettront de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé une CTG avec la Caisse d'Allocations en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le **Centre social et culturel de Luzy** qui assure la maîtrise d'œuvre des actions.

Depuis le passage en « **Bonus Territoire CTG** » au 01 janvier 2022, la CAF ne versera plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1. Les bonus mixité sociale et handicap obtenus par le centre social ne sont pas déduits de la participation de la CCBLM.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) sera effective à partir de l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Par ailleurs, au vu de l'évolution de l'augmentation des salaires et des charges courantes, le centre social a présenté un budget prévisionnel 2022 différent de la convention signée.

Dans ce cadre, les chiffres à prendre en compte sont ceux dans l'annexe financière jointe.

C : France Services

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D : Locaux du jardin des enfants

Pour assurer ses missions auprès du public, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** met à disposition moyennant une contre partie financière le jardin des enfants, bâtiment des Bagelles situé à Luzy, comme le prévoit la convention du 15 juillet 2009.

1. Désignation du local

Le **Centre Social et culturel de Luzy** dispose de ce bâtiment afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social.

2. Durée

La mise à disposition est consentie pour une durée indéterminée et elle peut être dénoncée par chacune des parties dans un délai de 6 mois minimum par recommander avec accusé de réception.

3. Destination des locaux

Le **Centre Social et culturel de Luzy** reconnaît que le local se trouve en bon état d'entretien, de propreté et de fonctionnement et d'utilisation. Cependant, des dysfonctionnements sont constatés au niveau de l'alimentation électrique du bâtiment et générant des problèmes de surtension de la chaudière. Des démarches ont été entreprises auprès des services ERDF-GRDF en 2017. Le **centre Social et culturel de Luzy** ne pourra être tenu pour responsable en cas de problème avec la chaudière.

4. Assurance

Le **Centre Social et culturel de Luzy** reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques pouvant survenir.

5. A charge des parties

Sont considérés à la charge directe du **Centre Social et culturel de Luzy** ce qui correspond aux consommations ou à l'entretien des « menues réparations », des bâtiments et des équipements : entretien des locaux, électricité, gaz et location de compteur, chauffage, le téléphone (abonnement), l'eau en fonction de la consommation des compteurs, etc...

Cet entretien est celui qui est nécessaire, en raison de leur usage normal, pour maintenir les équipements ou les ouvrages en état de fonctionnement ou de répondre à leur destination dans les limites de leur durée normale d'utilisation avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou procéder à une réfection.

Un bail en annexe fixe les conditions d'utilisation du local et les obligations des deux parties.

6. Conditions financières

Une contrepartie d'une participation forfaitaire mensuelle est fixée à 500 euros.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association :

IBAN : FR76 1480 6580 0066 2759 48000 040

BIC : AGRIFRPP848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 8 % en janvier de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en février de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mars de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en avril de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N)
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

Le solde de l'année N sera versé au centre social de Luzy sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Le tableau en annexe rappelle les montants à verser au centre social

Conformément à l'avenant N°2 (convention 2019-2022), la CCBLM a versé les acomptes CEJ 2022 suivant l'avenant n°1 à la convention entre la CCBLM et le centre social , délibéré au bureau communautaire du 10 février 2022.

Dès le passage CEJ en bonus CTG, la CAF versera au centre social les avances 2022 et transmettra un justificatif au centre social l'informant du versement de ces avances.

Dès réception, le centre social transmettra ce justificatif à la CCBLM. La CCBLM émettra un titre de recette conformément à ce justificatif.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le **centre Social et culturel de Luzy** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra : -

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 31 Janvier de l'année de l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- D'une manière générale, le **centre Social et culturel de Luzy** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- **Le centre Social et culturel de Luzy** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- **Le centre social et culturel de Luzy** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

Un comité de pilotage est mis en place pour faire le point sur la mise en œuvre du programme d'actions ; il est composé du Président et du délégué en charge de l'action sociale de la Communauté de communes, du Président, Vice-présidents et trésorier du Centre social. Ce comité de pilotage pourra se réunir une fois par an sur convocation de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** pour examiner l'évolution des actions menées.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le Centre social et culturel de Luzy s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, l'engagement de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, par exemple au moyen de l'apposition de son logo au côté de ceux de la CAF.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le Centre Social souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** notifiera à l'association la présente convention signée, en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Elle pourra être renouvelable par la signature d'une nouvelle convention tenant compte du bilan réalisé.

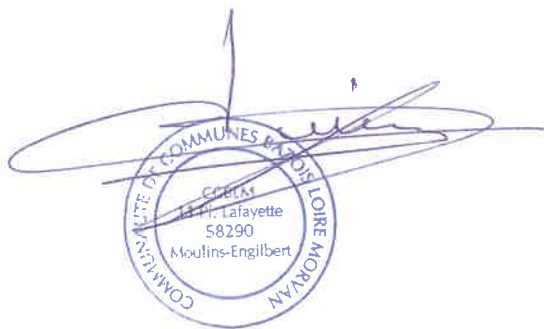
ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

Joelle PAPONNEAU
Présidente du Centre Social de
Luzy



Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

Annexe 1 : Budget prévisionnel CTG 2022

Luzy	2022		
		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG
	Budget	455 088,00 €	467 915,34 €
	Recette familles	172 294,00 €	174 131,58 €
	CAF (Bonus territoire)	94 116,00 €	96 617,17 €
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	188 678,00 €	197 166,59 €
	Reste à charge centre social		- €

Annexe 2 : Budget prévisionnel CTG 2023 :

Reste à charge prévisionnel 2023 : **197 166.59 €** à verser selon les modalités de l'article 4

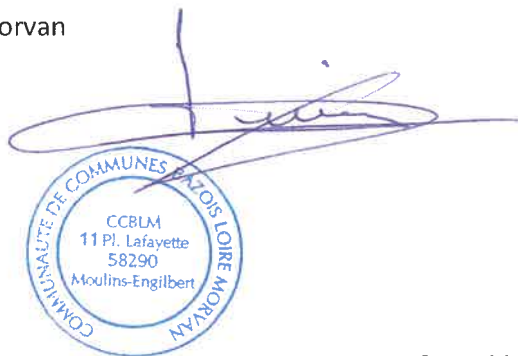
Ce montant est basé sur le prévisionnel 2022 et permet le versement des acomptes au début de l'année 2023.

Ce montant sera actualisé suite au vote du budget de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et fera l'objet d'un avenant.

Le :

Signatures :

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan



Joëlle PAPONNEAU
Présidente du Centre Social de
Luzy

ANNEXE 3 : CHARTE NATIONALE DE QUALITE DES FRANCE SERVICES

4.1 Eléments d'information à porter à connaissance du public

France Services , c'est la possibilité, en un même lieu, d'être accueilli par un agent, d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs administrations ou organismes publics.

Grâce aux France Services vous pouvez :

- Obtenir des renseignements administratifs de tout ordre,
- Obtenir des explications sur le langage administratif et les courriers,
- Être accompagné dans vos démarches :
 - o Pour effectuer vos démarches en ligne,
 - o Pour obtenir un formulaire et sa notice
 - o Pour vous aider à constituer un dossier,
- Suivre votre dossier personnel, pour les administrations qui ont ouvert le suivi de dossier sur Internet,
- Obtenir un rendez-vous avec un agent d'une administration, si votre demande le nécessite.

Un agent vous accueille aimablement.

Il ne sait pas tout, mais il sait chercher, vous orienter, vous conseiller, vous aider.

France Services, c'est un service plus proche de vous : un accompagnement personnalisé, des démarches administratives facilitées grâce à l'administration en ligne, des connexions à Internet en libre accès dans certaines FS, une qualité de service garantie.

Les engagements de service des France Services

Engagement 1 - Un accès facilité à France Services et à ses partenaires	
1	Nous vous informons sur les conditions d'accès et d'accueil dans notre France Services
2	Nous vous informons sur vos droits et sur les conditions d'accomplissement de vos démarches.
3	Nous facilitons la constitution de vos dossiers et les transmettons aux organismes compétents.
3 bis	Nous mettons à votre disposition du matériel vous permettant d'effectuer certaines démarches à distance et de manière autonome.
3 ter	(Option) Votre France Services peut organiser des déplacements d'un de ses agents sur certains lieux de vie (variante mobile).
4	Nous associons les organismes partenaires à l'analyse de votre situation.
5	Nous préparons la prise en charge de vos demandes par les organismes partenaires.
6	Nous facilitons l'accomplissement des démarches pour les personnes à mobilité réduite.

7	Nous accueillons de manière adaptée les personnes en difficulté.
Engagement 2 - Un accueil attentif et courtois	
8	Nous vous accueillons avec courtoisie et vous donnons le nom de votre interlocuteur.
9	Nous veillons au confort de l'espace d'accueil et d'attente.
10	Nous vous accueillons en toute confidentialité lorsque nous devons traiter des situations personnelles difficiles.
Engagement 3 - Une réponse à vos demandes dans un délai annoncé	
11	Nous répondons à vos courriers dans un délai maximum d'un mois.
12	Nous répondons à vos courriels dans un délai maximum d'une semaine.
13	Nous répondons à vos appels téléphoniques en moins de 5 sonneries.
Engagement 4 - Une réponse systématique à vos réclamations	
14	Nous vous informons sur les moyens de formuler vos réclamations et leur apportons une réponse systématique.
Engagement 5 - A votre écoute pour progresser	
15	Nous mesurons annuellement la satisfaction des usagers et vous informons des résultats.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE





Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social de Moulins-Engilbert 2022-2023



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 19/01/2023

D'une part,

Et :

Le Centre social et de Moulins-Engilbert et de ses environs, représenté par Madame Jacqueline LAMBERT, sa Présidente,

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la maîtrise d'œuvre des contrats enfance jeunesse depuis leur signature et la conduite du projet de création d'une structure d'accueil de la petite enfance.
- Développement d'une offre de service en direction des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

- Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).
- Espaces mutualisés de services au public labellisés par les préfets de département, les FS ont vocation à délivrer une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. De l'information transversale de premier niveau à l'accompagnement de l'utilisateur sur des démarches spécifiques, les France Services articulent présence humaine et outils numériques.

Dans la Nièvre, la labellisation des FS fait suite à une longue histoire de développement d'une offre de proximité portée par le Pays Nivernais Morvan, la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre et les Centres sociaux.

Ainsi, dès 1998 sur l'arrondissement de Château-Chinon, à l'initiative de la Fédération des Centres Sociaux, 7 Centres sociaux ont expérimenté des espaces de proximité dénommés « Relais Accueil ». En 2003, le Pays Nivernais Morvan a souhaité prolonger, amplifier et mettre en réseau ces lieux d'accueil. De cette action a résulté une augmentation des partenariats, la rédaction d'une charte de qualité, d'une convention opérationnelle avec chaque partenaire, à la formation des personnels et de manière générale à l'amélioration du service.

Ce travail préparatoire a donné lieu en 2006 à l'élaboration d'une convention locale portant label « Relais de Services Publics », visant à renforcer le rôle d'animateur du Syndicat Mixte du Pays Nivernais Morvan en étroite liaison avec la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

En 2010, la coordination des Relais de Services au Public a été étendue au territoire départemental et assuré par la Fédération des Centres sociaux.

Le Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs a ainsi été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public de Moulins-Engilbert a été labélisée en « France Services »(FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle a été signée par la CCBLM et la CAF le 17 décembre 2019 et court jusqu'au 31 décembre 2023.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et le centre social de Moulins-Engilbert.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale et du projet famille.
- De concrétiser le projet social 2020/2024 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de FS. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés de notre territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), la FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

B : Convention Territoire Globale

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a signé avec la Caisse d'Allocations Familiales la Convention Territoriale Globale 2019-2023. Les 7 axes de la CTG sont les suivants :

- Améliorer la gouvernance de l'organisation et de l'intervention des structures d'animation de la vie sociale sur le territoire
- Assurer une couverture optimisée des besoins en matière d'accueil du jeune enfant (offre collective et individuelle) Petite enfance.
- Développer des actions en faveur du renforcement de l'accès aux droits et de l'autonomisation numérique des usagers sociaux
- Enfance-jeunesse
- Parentalité/ Famille
- Seniors
- Accueil Nouvelles Populations

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

C - Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs**.

Le projet social 2020/2024 du Centre social se fixe comme objectif de « bien vivre son territoire » avec 3 objectifs principaux :

- Pérenniser et structurer les actions du CENTRE SOCIAL pour améliorer les conditions de vie des habitants
- Innover et proposer de nouvelles activités pour répondre aux besoins des habitants
- Ancrer l'outil CENTRE SOCIAL sur son territoire

En outre, le projet social développe un axe famille transversal à l'ensemble des activités proposées par le Centre social.

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Obbligations du gestionnaire

1. Principes

La gestion de FS est conduite de manière active par le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** afin de rechercher constamment les prestations et l'organisation optimales pour répondre aux demandes du public.

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** organise et développe la coopération avec les partenaires, assure la gestion administrative et financière de FS et désigne le personnel de cette dernière. Intégrée à l'organisation du Centre social, FS forme une entité en relation avec la mission d'accueil global du Centre social, qu'elle vient compléter et améliorer.

FS œuvre en complémentarité avec l'esprit et les missions définies dans le projet social de la structure.

2. Horaires

FS est ouverte de manière régulière, soit 24 heures minimum réparties sur 5 jours minimum par semaine, aux horaires d'ouverture du centre social, en y rendant constamment l'ensemble des prestations prévues, avec des horaires permettant de satisfaire un large public.

3. Aménagement du local et équipement de France Services

France Services comporte :

- Un point d'accueil du public.
- Un point d'attente assise.
- Un espace confidentiel.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

S²LO

Elle est conforme à la réglementation en matière d'accueil du public, notamment concernant l'accessibilité du public.

Il est mis à disposition des usagers dans FS :

- Une imprimante et/ou scanner.
- Un ordinateur en libre accès.

4. Dénomination - signalétique

Une signalétique nationale des FS est apposée, notamment une enseigne extérieure permettant aux usagers de repérer le lieu. A ce titre, le **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs** respecte la charte graphique des FS.

5. Déontologie - confidentialité

L'agent de la FS est astreint aux règles du secret professionnel. Le gestionnaire de FS assure la sécurité du public, du personnel et des locaux.

6. Evaluation

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** contribue à l'évaluation des actions menées par FS dans les conditions prévues par la cellule d'animation nationale et à la charte nationale de qualité des FS.

7. Adhésion à la charte nationale de qualité

Les relations de FS avec le public et les organismes signataires sont régies par la Charte nationale de qualité des FS. Les parties mettent en œuvre les moyens prévus par la Charte nationale de qualité des FS figurant en annexe 3. FS satisfait aux demandes de données quantitatives et qualitatives nécessaires à l'évaluation du dispositif.

8. Coopération avec la cellule nationale d'animation de « France Services »

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à coopérer et à faire coopérer FS avec la cellule nationale d'animation constituée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en lien avec le Commissariat général à l'Egalité des Territoires (CGET).

La cellule d'animation nationale peut s'appuyer, lorsqu'ils sont désignés par le Préfet de département, sur des réseaux territoriaux de FS pour mettre en œuvre son programme annuel d'animation. Pour la Nièvre, cette cellule d'animation est portée par la Fédération des Centres sociaux de la Nièvre.

Le **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à participer à la vie du réseau et en particulier à utiliser l'outil de gestion de la fréquentation permettant d'évaluer le dispositif. Il s'engage à réaliser un bilan de son activité annuelle via cet outil de gestion.

Modalités de gestion de FS

1. Responsable de l'animation, de la gestion et du management

La FS est intégrée au fonctionnement et à l'organisation du **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs** et les agents d'accueil sont placés sous la responsabilité hiérarchique directe du directeur du Centre social.

2. Personnel d'accueil

Le personnel d'accueil, représentant à minima 1 ETP pour l'ensemble de ses missions, a pour missions de participer à l'animation d'un point d'accueil généraliste en vue de :

- Faciliter l'accès aux services publics partenaires aux habitants de la zone d'implantation de la structure.
- Permettre aux usagers d'exprimer tout type de demande en relation avec les institutions ou avec les structures dédiées compétentes (administrations, services sociaux, emploi-formation...).
- Participer au développement et mettre en œuvre les missions complémentaires de FS.

Les chargés d'accueil informent, assurent le traitement et le suivi administratif des demandes et participent à la gestion administrative de la structure.

3. Personnels relevant des personnes morales qui participent à FS : conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions

Les personnels relevant des personnes morales qui réalisent des permanences à FS utilisent un bureau équipé d'un téléphone, d'une possibilité de connexion internet, d'un ordinateur.

4. Equipement

L'équipement de FS est propriété du **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs**.

5. Accueil des permanences

Des permanences sont tenues par certains partenaires dans les FS (DGFIP, AS du CD58, Mission locale, Armée de Terre,)

6. Lien avec Conseiller Numérique

Les Conseillers Numériques peuvent intervenir au sein des FS.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, d'au moins un agent d'accueil, d'un assistant de gestion, assurant la continuité de direction, et d'une Référente Famille tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales.
- Le Conseil Départemental.
- La Mutualité Sociale Agricole.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers seront adoptés par l'Assemblée Générale de chaque centre social (cotisation par habitant) avec comme base pour l'année 2022 le montant 2021. Ils seront précisés par avenant et sollicités auprès de la CCBLM selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM rechercheront une équité et une harmonisation qui permettront de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a signé une CTG avec la Caisse d'Allocations en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le **Centre Social de Moulins-Engilbert** qui assure la maîtrise d'œuvre des actions.

Depuis le passage en « **Bonus Territoire CTG** » au 01 janvier 2022, la CAF ne versera plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1. Les bonus mixité sociale et handicap obtenus par le centre social ne sont pas déduits de la participation de la CCBLM.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) sera effective à partir de l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Par ailleurs, au vu de l'évolution de l'augmentation des salaires et des charges courantes, le centre social a présenté un budget prévisionnel 2022 différent de la convention signée.

Dans ce cadre, les chiffres à prendre en compte sont ceux dans l'annexe financière jointe.

C – France Services:

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement de France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

Pour assurer ses missions de service public, la CCBLM met à disposition le bâtiment « La Marelle », situé avenue de la gare à Moulins-Engilbert.

1. Désignation du local

Le Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs dispose de ce bâtiment afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social.

2. Durée

La mise à disposition est consentie pour une durée indéterminée et elle peut être dénoncée par chacune des parties dans un délai de 6 mois minimum par recommander avec accusé de réception.

3. Destination des locaux

Le bâtiment LA MARELLE est destiné aux activités petites enfance, enfance et jeunesse du CENTRE SOCIAL de Moulins-Engilbert et de ses environs.

4. Assurance

Le Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques pouvant l'intégralité des risques pouvant survenir.

5. A charge des parties

Sont considérés à la charge directe du **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** ce qui correspond aux consommations ou à l'entretien des « menues réparations », des bâtiments et des équipements : entretien des locaux, électricité, gaz et location de compteur, chauffage, le téléphone (abonnement), l'eau en fonction de la consommation des compteurs, etc...

Cet entretien est celui qui est nécessaire, en raison de leur usage normal, pour maintenir les équipements ou les ouvrages en état de fonctionnement ou de répondre à leur destination dans les limites de leur durée normale d'utilisation avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou procéder à une réfection.

Un bail en annexe fixe les conditions d'utilisation du local et les obligations des deux parties.

6. Conditions financières

Une participation forfaitaire mensuelle est calculée et déduite de la participation de la CCBLM dans le cadre du CTG.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association :

IBAN : FR76 1480 6580 0070 0238 8234 811

SWIFT : AGRIFRPP848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 8 % en janvier de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en février de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mars de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en avril de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N)
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

Le solde de l'année N sera versé au centre social de Moulins-Engilbert sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Le tableau en annexe rappelle les montants à verser au centre social

Conformément à l'avenant N°2 (convention 2019-2022), la CCBLM a versé les acomptes CEJ 2022 suivant l'avenant n°1 à la convention entre la CCBLM et le centre social , délibéré au bureau communautaire du 10 février 2022.

Dès le passage CEJ en bonus CTG, la CAF versera au centre social les avances 2022 et transmettra un justificatif au centre social l'informant du versement de ces avances.

Dès réception, le centre social transmettra ce justificatif à la CCBLM. La CCBLM émettra un titre de recette conformément à ce justificatif.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Service » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 31 Janvier de l'année de l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.
- Communiquer au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- D'une manière générale, le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

Un comité de pilotage est mis en place pour faire le point sur la mise en œuvre du programme d'actions ; il est composé du Président et du délégué en charge de l'action sociale de la Communauté de communes, du Président, Vice-président et trésorier du Centre social. Ce comité de pilotage pourra se réunir une fois par an sur convocation de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** pour examiner l'évolution des actions menées.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, par exemple au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} Janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023.

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan notifiera à l'association la présente convention signée, en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat.

Elle pourra être renouvelable par la signature d'une nouvelle convention tenant compte du bilan réalisé.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

Jacqueline LAMBERT,
Présidente du Centre Social de
Moulins Engilbert et des Environs



Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE



Annexe 1 : Budget prévisionnel CTG 2022

Moulins		Prévisionnel CEJ	Prévisionnel CTG
	Budget	374 231,00 €	452 259,76 €
	Recette familles et autres	156 862,00 €	196 659,20 €
	CAF (Bonus territoire)	86 508,17 €	113 622,10 €
	Bonus territoire CAF complémentaire (ALSH commune)		1 671,10 €
	Reste à charge CCBLM (Budget-recette familles - CAF)	130 860,83 €	140 307,36 €
	Reste à charge centre social		

Annexe 2 : Budget prévisionnel CTG 2023 :

Reste à charge prévisionnel 2023 : **140 307.36 €** à verser selon les modalités de l'article 4

Ce montant est basé sur le prévisionnel 2022 et permet le versement des acomptes au début de l'année 2023.

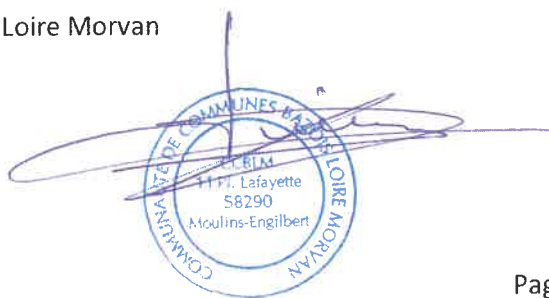
Ce montant sera actualisé suite au vote du budget de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et fera l'objet d'un avenant.

Le :

Signatures :

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

Jacqueline LAMBERT,
Présidente du Centre Social de
Moulins Engilbert et des Environs



Annexe 3

Charte nationale de qualité des FRANCE SERVICES

4.1 Eléments d'information à porter à connaissance du public

France Services, c'est la possibilité, en un même lieu, d'être accueilli par un agent, d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs administrations ou organismes publics.

Grâce aux France Services vous pouvez :

- Obtenir des renseignements administratifs de tout ordre,
- Obtenir des explications sur le langage administratif et les courriers,
- Être accompagné dans vos démarches :
 - o Pour effectuer vos démarches en ligne,
 - o Pour obtenir un formulaire et sa notice
 - o Pour vous aider à constituer un dossier,
- Suivre votre dossier personnel, pour les administrations qui ont ouvert le suivi de dossier sur Internet,
- Obtenir un rendez-vous avec un agent d'une administration, si votre demande le nécessite.

Un agent vous accueille aimablement.

Il ne sait pas tout, mais il sait chercher, vous orienter, vous conseiller, vous aider.

France Services, c'est un service plus proche de vous : un accompagnement personnalisé, des démarches administratives facilitées grâce à l'administration en ligne, des connexions à Internet en libre accès dans certaines FS, une qualité de service garantie.

Les engagements de service des France Services

Engagement 1 - Un accès facilité à France Service et à ses partenaires	
1	Nous vous informons sur les conditions d'accès et d'accueil dans notre France Services
2	Nous vous informons sur vos droits et sur les conditions d'accomplissement de vos démarches.
3	Nous facilitons la constitution de vos dossiers et les transmettons aux organismes compétents.
3 bis	Nous mettons à votre disposition du matériel vous permettant d'effectuer certaines démarches à distance et de manière autonome.
3 ter	(Option)

	Votre France Services peut organiser des déplacements d'un de ses agents sur certains lieux de vie (variante mobile).
4	Nous associons les organismes partenaires à l'analyse de votre situation.
5	Nous préparons la prise en charge de vos demandes par les organismes partenaires.
6	Nous facilitons l'accomplissement des démarches pour les personnes à mobilité réduite.
7	Nous accueillons de manière adaptée les personnes en difficulté.
Engagement 2 - Un accueil attentif et courtois	
8	Nous vous accueillons avec courtoisie et vous donnons le nom de votre interlocuteur.
9	Nous veillons au confort de l'espace d'accueil et d'attente.
10	Nous vous accueillons en toute confidentialité lorsque nous devons traiter des situations personnelles difficiles.
Engagement 3 - Une réponse à vos demandes dans un délai annoncé	
11	Nous répondons à vos courriers dans un délai maximum d'un mois.
12	Nous répondons à vos courriels dans un délai maximum d'une semaine.
13	Nous répondons à vos appels téléphoniques en moins de 5 sonneries.
Engagement 4 - Une réponse systématique à vos réclamations	
14	Nous vous informons sur les moyens de formuler vos réclamations et leur apportons une réponse systématique.
Engagement 5 - A votre écoute pour progresser	
15	Nous mesurons annuellement la satisfaction des usagers et vous informons des résultats.

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

Reçu en préfecture le 01/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230119-2023_CC_013-DE

